

ADMINISTRATION
4, rue Paradis, 4

ADRESSER MANDATS ET COMMUNICATIONS
A M. L'ADMINISTRATEUR

ANNONCES
A LYON : AGENCE FOURNIER
Rue Comfart, 14
A PARIS : AGENCE HAVAS
Place de la Bourse, 8

L'ECHO DE LYON

JOURNAL RÉPUBLICAIN INDÉPENDANT

RÉDACTION

48, rue de la République

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS
NE SONT PAS RENDUS

ABONNEMENTS

RHÔNE ET DÉPARTEMENTS LIMITROPHES
3 mois, 5 fr.; 6 mois, 10 fr.; Un an, 18 fr.

AUTRES DÉPARTEMENTS

3 mois, 6 fr.; 6 mois, 12 fr.; Un an, 22 fr.

ÉLECTION LÉGISLATIVE DU 10 AVRIL

Union des Comités républicains
DU II^e ARRONDISSEMENT

J. CLAPOT
Conseiller général

AUJOURD'HUI :

Les Affaires du Dahomey.
La Dynamite.
Ravachol. — Nouveaux détails.
L'Exécution d'Anastasy.
Tannhauser et la « Presse Parisienne ».

AVIS

A nos Vendeurs et Dépositaires de Lyon

Des Dépôts généraux de l'ECHO DE LYON sont établis dans tous les quartiers de Lyon, savoir :

La Guillotière (partie Nord) : chez M. Dumond, cours Gambetta, n° 37.

La Guillotière (partie Sud) : chez M. Bouchard, avenue de Saxe, n° 284 angle de la Grande rue de la Guillotière.

Les Brotteaux (partie Nord) : chez M. Fittat, rue Ney, n° 51.

Les Brotteaux (partie Sud) : chez M^{me} Sig, cours Lafayette, n° 169.

La Croix-Rousse (plateau) : chez M. Réty, place Belfort, n° 1.

La Croix-Rousse (partie basse) : chez M. Testat, rue Imbert-Colomès, n° 6.

Vaise : chez M. Plasse, rue des Tournelles, n° 4.

Perrache : chez M. Gros, place Carnot, n° 14.

Et Saint-Jean-Saint-Just : chez M^{me} veuve Mignot, rue des Farges, n° 3.

AUX COLONIES

Il y a des séries à la noire, chez les noirs et chez les jaunes. Mauvaises nouvelles du Dahomey et, au Tonkin, arrêt dans les espérances peut-être trop complaisamment caressées de pacification immédiate. On va interpeller à la Chambre.

L'affaire du Tonkin en elle-même n'a rien de grave, puisqu'elle s'est terminée par un succès complet de nos troupes et qu'elle s'est passée hors du Delta, dans ces régions montagneuses où il faut bien s'attendre à avoir encore longtemps des coups. Notre ami Emmanuel Arène écrit dans le *Matin* que l'impression fâcheuse causée par la dépêche annonçant l'opération qui nous a coûté des pertes sérieuses provient surtout de ce qu'elle semble en contradiction avec la précédente dépêche de M. de Lanessan, datant de peine de quelques semaines.

Cette dépêche était en effet très rassurante, mais si nos souvenirs sont exacts, M. de Lanessan n'indiquait comme complète que la pacification du Delta. Il n'y a donc pas à s'inquiéter, et la communication reçue par le sous-secrétaire des colonies n'indique pas une situation nouvelle. La pacification définitive ne peut être que l'œuvre du temps. Qu'on se rappelle ce qui s'est passé en Algérie et pendant combien d'années nous avons été exposés à des retours offensifs, à des

insurrections renaissantes. Pendant combien d'années aussi ne s'est-il pas trouvé des députés pour demander qu'on mit fin à une expédition ruineuse, qu'on se débarrassât d'une colonie qui coûterait toujours à la Métropole beaucoup d'argent et beaucoup de sang !

Donc, voyons les choses comme elles sont et n'espérons pas que de longtemps nous soyons à l'abri des réveils de la piraterie, au moins dans les parties montagneuses du Tonkin et sur les frontières.

M. de Lanessan, jusqu'ici, a beaucoup fait ; il s'est montré à la hauteur de sa tâche, on le reconnaît certainement si la discussion est complète à la Chambre, et on rendra aussi justice à celui qui, pendant plusieurs années, a administré avec succès les colonies, à M. Etienne. Pour nous, nous ne souhaitons qu'une chose, c'est que des débats qui vont s'engager ressortent pour tous la nécessité de constituer, à bref délai, sans perdre une minute, l'armée coloniale.

Au Dahomey, la situation n'est pas réjouissante, car il est évident qu'il va falloir ou partir ou faire un effort. Le roi Behanzin nous menace, nous brave avec la dernière insolence. Il fallait s'y attendre. En 1890, M. Etienne était partisan d'une action vigoureuse, qu'il jugeait indispensable. Il voulait ou une marche sur Abomey ou au moins l'occupation en forces de Widad. A ce moment, on aurait dépensé moins d'hommes et d'argent qu'aujourd'hui.

Behanzin n'avait pas alors les fusils à tir rapide que les négociants allemands et anglais ont mis généreusement à sa disposition. Mais le gouvernement a eu peur, s'il présentait une demande de crédits, d'un échec devant le Parlement. M. Etienne abandonna la direction de l'affaire, qui fut confiée à la marine. Il s'ensuivit le traité négocié par le Père Dorgère et signé par l'amiral de Cuverville, traité qui, comme l'avait prévu le sous-secrétaire d'Etat aux colonies, a amené les beaux résultats que l'on sait.

Que la leçon profite ! Qu'on s'explique une fois pour toutes, qu'on sache ce qu'on veut et qu'on le fasse. Que personne ne recule devant la responsabilité, suivant son opinion, de la retraite pure et simple ou de l'action.

Beaucoup d'hommes compétents pensent que l'occupation de Widad suffirait pour réduire Behanzin à l'impuissance. Si cela est, qu'on n'hésite pas et qu'on ne perde pas de temps. De grâce, pas de tergiversations ! Si une marche dans l'intérieur du pays était décidée, il est tout clair qu'elle ne pourrait se faire qu'avec des troupes sénégalaises et indigènes d'Algérie encadrées dans le nombre d'Européens strictement nécessaire. C'est une preuve de plus de l'urgence de la constitution d'une armée coloniale.

C'est toujours à cela qu'on revient : ou pas de politique coloniale ou une armée coloniale ! RANC.

LA POLITIQUE

Nous vivons à une curieuse époque. C'est dans les églises, paraît-il, que nous allons avoir, dorénavant, transporter les mœurs que les cléricaux d'autrefois, appelant dédaigneusement des mœurs de réunions publiques. Ces jours derniers, on se battait dans les églises de Paris, autour de prédicateurs dont le grand tort était d'oublier que Jésus-Christ a dit : « Mon Royaume n'est pas de ce monde » et qui, par conséquent, n'avaient pas à

s'occuper du parti socialiste, pas plus que de l'armée, pas plus que de l'Alsace-Lorraine ou de la Commune.

Nous autres, bons provinciaux, nous trouvons ces parisiens-là — cléricaux ou républicains — aussi extraordinaires les uns que les autres, et nous supposons que cette agitation ne s'étendrait pas dans les paisibles cathédrales où nous avons pour habitude de mettre le pied le moins possible, — peu soucieux des sottises qui peuvent s'y débiter entre gens que nous n'avons pas plus la prétention de ramener à nous, qu'ils n'ont l'espérance de nous convertir eux-mêmes.

Nous nous trompons. Hier, dans la cathédrale de Nancy, le prédicateur était l'évêque lui-même. — Mgr Turinaz, s'il vous plaît, — et ce prince de l'Eglise ayant eu le tort d'imprimer les Jésuites des églises parisiennes a été, comme eux, accueilli à coups de sifflets, de huées et de chaises lancées comme projectiles, — pendant qu'une bataille scandaleusement homérique s'engageait dans le temple converti en arène athlétique.

Mgr Turinaz n'est pas le premier venu. On parlait de lui comme successeur de M. Freppel à la Chambre et, sans doute, il aurait fait meilleure figure que le sec et cassant recteur d'Hulst.

Par conséquent, il n'agit pas à la légère, il sait ce qu'il veut, où il va ; et s'il se met, lui aussi, à changer la chaire en tribune de réunion politique, c'est qu'il y a bien vraiment un mot d'ordre, et que cette évolution est voulue par les meneurs du parti catholique.

Par conséquent, il faut s'attendre à voir ces scènes recommencer un peu partout. — Tant pis pour le catholicisme.

Du moment qu'il recousse ses manches et se met à faire le coup de poing, il faut qu'il s'attende à plus de horions que de marques de respect. On avait pour lui un sentiment de défiance mêlé, jusqu'à présent, d'une traditionnelle considération, celle qu'on a pour les vieilles personnes que le passé a été brillant.

Mais si on va désormais à Saint-Jean comme à la salle Rivoire, ce ne sera pas, on peut en être certain, pour lever ensuite son chapeau à ces messieurs quand on les rencontrera dans la rue — ou dans la politique.

On leur dira : Toi, je te reconnais, nous avons fait le coup de poing à Saint-Benoventure... et on continuera sur ce ton... aussi peu respectueux qu'académique.

A qui la faute ? — pas à la République, pour sûr. Mais qui en pâtira ? pas elle non plus, évidemment.

Le résultat final n'est pas pour nous déplaire, mais, dès à présent, nous devons bien établir les responsabilités futures et rappeler aux catholiques le mot célèbre : Georges Dandin, tu l'as bien voulu !

JEAN-CLAUDE.

DÉPÊCHES

PAR SERVICE SPECIAL

LE CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 5 avril.
Les ministres se sont réunis ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Carnot.

Les Affaires du Dahomey

Après avoir pris connaissance des derniers télégrammes parvenus à Paris, ils ont décidé d'envoyer tout de suite au Dahomey les contingents nécessaires pour la défense de Kotonou et de Porto-Novo. Ces troupes, prises au Sénégal, seront remplacées par des compagnies d'infanterie de marine. Deux croiseurs ont reçu l'ordre d'aller devant Wydah. Enfin, le conseil a décidé de déposer une demande de crédit supplémentaire à la suite de la discussion qui aura lieu jeudi à la Chambre, à propos de la politique coloniale.

L'EXPOSITION DE CHICAGO

M. Jules Roche, ministre du commerce et de l'industrie, a fait connaître les décisions prises par la commission parlementaire chargée d'examiner le projet portant ouverture d'un crédit supplémentaire destiné à assurer la participation de la France à l'Exposition de Chicago.

LES CRÉDITS POUR LE SOUDAN

M. Jamais, sous-secrétaire d'Etat aux colonies, a rendu compte de l'entrevue qu'il a eue hier avec la commission du budget au sujet des crédits pour le Soudan.

NOMINATIONS

Enfin, M. Jules Roche a fait signer un décret aux termes duquel sont nommés membres du Bureau national scientifique et permanent des poids et mesures, MM. Berthelot, sénateur ; Potier, membre de l'Institut ; Servois, garde général des archives nationales, et Violle, professeur au Conservatoire des arts et métiers.

Le Privilège de la Banque de France

Paris, 5 avril.

M. Rouvier, ministre des finances, vient d'être entendu par la commission de la Banque de France sur la question de l'élévation de 140 à 180 millions de l'avance permanente de cet établissement à l'Etat.

Par suite des objections faites à cette augmentation d'avance, la commission et le ministre se trouvaient en présence de cette alternative : ou disjoindre la question de celle du renouvellement du privilège ou maintenir la corrélation.

M. Rouvier a défendu la clause d'élévation de l'avance, faisant observer qu'il était naturel de résoudre la question au moment où on négociait avec la Banque une convention générale.

C'est une faculté que l'Etat entendait se réserver d'une manière ferme, mais qui n'impliquait en rien un emprunt fait dès maintenant à la Banque.

Quant à l'affectation de 40 millions, M. Rouvier n'a pas dissimulé qu'elle devait être celle indiquée déjà, à savoir la constitution des provisions de la Banque, de toutes manières, serait subordonnée à l'autorisation du Parlement.

Après le départ du ministre, la commission s'est prononcée contre l'élévation, par cette raison que l'affectation des 40 millions demandée par le ministre de la guerre, peut à tort ou à raison, sembler à une amorce de la reconstitution d'un budget extraordinaire de la guerre.

La commission, après cette décision, a approuvé définitivement le texte du rapport de M. Burdeau. Ce rapport sera distribué cette semaine aux députés, et la commission demandera que la question de la Banque soit mise à l'ordre du jour immédiatement après les vacances de Pâques.

AU DAHOMEY

Villages brûlés. — Porto-Novo menacé. — Lettre insolente de Behanzin.

Paris, 5 avril.

L'administration des colonies a reçu de Porto-Novo le télégramme suivant :

Dans la nuit du 3 au 4, l'ennemi a brûlé Kotonou et plusieurs villages des environs. 6,000 hommes bien armés sont actuellement campés à 4 heures de marche au nord de Porto-Novo ; ils paraissent attendre les nouveaux renforts pour attaquer la ville.

Le lieutenant-gouverneur Ballot a reçu du roi Behanzin une lettre insolente dont voici le résumé :

« Je ne suis jamais allé en France faire la guerre, et je vois avec peine que la France m'empêche de la faire contre un pays africain. Cela ne me regarde pas. Si vous n'êtes pas contents, vous pouvez faire ce que vous voudrez. Moi, je suis prêt. »

Les Mesures du Gouvernement

Le gouvernement a donné des ordres pour que les troupes indigènes du Sénégal soient envoyées à Kotonou. Un bâtiment sera au Sénégal dans quelques jours pour y prendre les tirailleurs sénégalais, au nombre de 600 hommes ; ultérieurement un second croiseur y sera envoyé.

Le but du gouvernement est d'isoler les Dahoméens, de les mettre dans l'impossibilité de communiquer avec la mer.

Les 750 hommes actuellement au Dahomey et les 600 hommes qui vont y être adjoints sont sous la direction du ministre de la marine.

Après l'hivernage, les troupes de terre seront envoyées à Wydah.

MM. Loubet, Ribot, Jamais seront entendus demain par la commission du budget sur le crédit concernant le Dahomey. La discussion publique viendrait jeudi.

AU SÉNÉGAL

Massacre de la mission Ménard

Paris, 5 avril.

Le gouverneur du Sénégal a reçu du lieutenant Marchand, résident auprès du roi Tieba, des informations datées de Koutoué, au Sud de Timé, 21 février, mentionnant, sous toutes réserves, le bruit du massacre de la mission Ménard, le 4 février, à Seguela, par des hommes de Samory.

Seguela est un grand village fortifié du pays de Kallandra, situé au croisement du neuvième degré de longitude Ouest et du septième degré de latitude Nord.

Le lieutenant Marchand était parti pour Seguela afin de s'assurer de la valeur de ces bruits, mais il ignorait s'il pourrait y parvenir.

Le courrier de la côte occidentale d'Afrique a apporté hier une lettre du capitaine Ménard au sous-secrétaire d'Etat des Colonies.

Dans cette lettre, datée de Sakhal, le capitaine Ménard donne des nouvelles favorables de la santé de la mission et se loue du bon accueil qu'il a reçu sur son parcours, mais il signale les difficultés que l'état de guerre, dans les possessions de Samory, va apporter à l'accomplissement de sa mission.

Nouvelles Militaires

Paris, 5 avril.

Le 5^e bataillon de chasseurs à pied devait dans le principe cesser d'appartenir à la garnison de Dijon pour occuper en permanence les nouveaux casernements de Remiremont et dépendre de la nouvelle division des Vosges. Ce poste est affecté au 19^e bataillon de chasseurs, actuellement à Troyes.

Dijon gardera l'hiver le 5^e bataillon, il ira seulement tous les étés passer deux mois dans les baraquements de Bussang où il participera aux manœuvres que le général Varaigne fera exécuter au commencement de septembre avec des troupes de la division des Vosges.

M. le général Rothwiller a présidé à l'affectation à la cavalerie de 75 Saint-Cyriens entrés au mois d'octobre dernier à l'Ecole spéciale militaire.

D'après le classement de Pâques, on voit que les élèves qui vont composer la section de cavalerie ont surtout été choisis d'après leurs aptitudes équestres.

Vingt d'entre eux seulement ont pu être pris dans les cent premiers de leur promotion au classement de Pâques. Parmi les élèves de seconde année, il y en a juste dix-sept dans les cent premiers du classement arrêté ces jours-ci.

Le major des anciens, M. de Lardemelle, et le major des nouveaux, M. Dufieux, porteront l'épaulette des sous-lieutenants d'infanterie.

Génie et Artillerie

Paris, 5 avril.

On a distribué aujourd'hui à la Chambre une proposition de loi appelée à produire un vif émoi dans les armées spéciales. Il s'agit d'un projet des généraux Tricoche et de Frescheville, signé également de MM. de Phascheville, de Mahy, Frogier de Ponlevoy, et de Montfort, tendant à la fusion du génie et de l'artillerie.

La thèse est assez spéciale : le génie et l'artillerie étant en rivalité, la première de ces armes voyant son rôle amoindri et demandant qu'on lui donne les pontonniers et l'artillerie de forteresse, il conviendrait de faire cesser cette querelle en fusionnant les deux parties de sorte que tous les officiers

sortis de l'école polytechnique n'auraient plus cantonnés dans une spécialité pourraient aller dans l'emploi qui leur convient le plus. Tel artiller, qui est doué de qualités d'ingénieur, ferait des ponts ou des fortifications ; tel officier du génie, qui aime la balistique, commanderait à des canonniers. Il y aurait à ce changement des économies considérables à réaliser par la suppression des emplois parallèles et des directions rivales.

CHAMBRE

Paris, 5 avril.

AVANT LA SÉANCE

Le plus grand calme règne dans les couloirs du Palais Bourbon où on ne s'entretient guère que des incidents du Dahomey, mais sans y attacher plus d'importance qu'ils n'en méritent.

M. Salis, député de l'Hérault, vient d'aviser M. Loubet, président du conseil, et M. Rouvier, ministre des finances, de son intention d'adresser samedi prochain une question au gouvernement sur le régime des boissons en Algérie et particulièrement sur l'application de l'exercice.

LA SÉANCE

La séance est ouverte à 2 heures, sous la présidence de M. Floquet.

La Garde des Particuliers

L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition adoptée par le Sénat relative aux arrêtés administratifs agréés des gardes particuliers.

La commission, d'accord avec le gouvernement, demande l'urgence.

Par 357 voix contre 128 l'urgence est prononcée.

M. Malartre défend un contre-projet qui tend à confier aux présidents de tribunal la mission de donner l'investiture aux gardes particuliers.

L'article premier du contre-projet Malartre n'est pas adopté.

La Chambre adopte l'article premier du projet de la commission.

M. de Kergorlay développe une disposition additionnelle portant qu'il pourra être fait appel devant le conseil d'Etat des arrêtés révoquant les gardes particuliers.

Cette disposition, combattue par le ministre de la justice et par M. Jumel, est repoussée par 318 voix contre 176.

L'article 2 et l'ensemble du projet sont adoptés.

La Chambre adopte ensuite le projet ayant pour objet de modifier la quotité de droits de douanes applicables en Algérie aux tabacs fabriqués d'origine étrangère.

La Chambre passe à la discussion de l'article unique qui est adopté.

La Liberté du Vote

L'ordre du jour appelle la première délibération sur diverses propositions tendant à assurer la liberté du vote.

M. Gauthier de Clagny combat le projet de la commission qui propose de décider que désormais les bulletins auront un type réglementaire et qui prévoit la distribution de bulletins qui ne rempliraient pas cette condition.

Ces mesures sont excellentes. Le préfet sera chargé de fournir aux candidats le papier réglementaire, mais il ne fournit pas ce papier au candidat de la minorité, ou il ne le lui fournit que dans des proportions insuffisantes. Où sera la sanction ?

M. Trouillot prie la Chambre d'adopter la proposition qui réalise une réforme réclamée depuis 30 ans par l'opinion publique, et qui est une loi d'honnêteté. (Très bien ! Très bien !)

La Chambre adopte par 428 voix contre 5 un projet ouvrant au ministre du commerce et de l'industrie un crédit extraordinaire de 500,000 fr. pour les

Feuilleton de l'ECHO DE LYON
6 avril

25

Le Bossu

OU LE PETIT PARISIEN

DEUXIÈME PARTIE

L'HOTEL DE NEVERS

— Allons, Philippe ! dit-il en s'asseyant devant ses papiers épars, ceci est le grand coup de dés ! Nous allons jeter un voile sur le passé aujourd'hui ou jamais ! Belle partie ! Riche enjeu ! Les millions de la banque de Law peuvent faire comme les sequins des *Mille et une Nuits* et se changer en fenilles névères ; mais les immenses domaines de Nevers, voilà le solide !

Il mit en ordre ses notes, préparées longtemps à l'avance. Peu à peu son front se rembrunissait, comme si une pensée terrifiante se fût emparée de lui.

vers, qu'il aimait plus qu'un frère ; j'ai vu des larmes dans ses yeux quand il regardait ma femme en deuil, ma femme qui est la veuve de Nevers. — Mais quelle apparence ! Il y a dix-neuf ans et pas une voix ne s'est élevée contre moi !

Il passa le revers de la main sur son front comme pour chasser cette obsession dante pensée.

— C'est égal, conclut-il, j'aviserais à cela. Je trouverai un coupable ; et, le coupable puni, tout sera dit, je dormirai tranquille.

Parmi les papiers étalés devant lui, et presque tous écrits en chiffres, il y en avait un qui portait : « Savoir si madame de Gonzague croit sa fille morte ou vivante. » Et au-dessous : « Savoir si l'acte de naissance est en son pouvoir. »

Deux heures de relevée sonnèrent à l'horloge de Saint-Magloire. C'était le moment fixé pour l'ouverture du tribunal de famille.

VIII

La Veuve de Nevers

Certes, on ne peut pas dire que ce noble hôtel de Lorraine fut prédestiné à devenir un triptot d'agioteurs ; cependant il faut bien avouer qu'il était admirablement situé et disposé pour cela. Les trois faces du jardin, longeant les rues Quincampoix, Saint-Denis et Aubry-le-Boucher, fournissaient trois entrées précieuses. La première surtout valait en or le pesant des pierres de taille de son portail tout neuf. Ce champ de foire n'était-il pas bien plus commode que la rue Quincampoix elle-même, toujours

boueuse et bordée d'affreux bouges où l'on assassinait volontiers les traitants ? Les jardins de Gonzague étaient évidemment destinés à détrôner la rue Quincampoix. Tout le monde prédisait cela, et, par hasard, tout le monde avait raison.

Quand notre bossu adjudicataire de la niche de Médor vint prendre possession de son domaine, on prit beaucoup dans le jardin de Nevers. Toute la rue Quincampoix vint le voir. On le baptisa du premier coup Esope II, et son dos, à la gibbosité parfaitement confortable, fut un succès fou. Mais la Baleine, un ancien soldat aux gardes, gronda ; Médor aussi.

La Baleine vit tout de suite dans Esope II un rival vainqueur. Comme Médor n'était pas moins maltraité que lui, ces deux grandes rançunes s'unirent entre elles. La Baleine devint le protecteur de Médor, dont les longues dents se montraient du haut en bas chaque fois qu'il voyait le nouveau possesseur de sa niche. Tout ceci était gros d'événements tragiques. On ne douta pas un seul instant que le bossu ne fût destiné à devenir la pâture de la Baleine. En conséquence, pour se conformer aux traditions bibliques, on lui donna le second sobriquet de Jonas.

Jonas ou Esope II ne semblait point s'inquiéter beaucoup du sort qui l'attendait. Il avait pris possession de sa niche et l'avait meublée fort proprement d'un petit banc et d'un coffre. A tout prendre, Diogène dans son tonneau, qui était une amphore, n'était pas encore si bien logé. Et Diogène avait cinq pieds six pouces, au dire de tous les historiens.

Esope II ceignit ses reins d'une corde à laquelle pendait un bon sac de grosse toile. Il acheta une planche, une écriture et des plumes. Son fonds était monté. Quand il voyait un marché près de se conclure, il s'approchait discrètement, tout à fait comme Esope I^{er}, son regrettable prédécesseur ; il mouillait d'encre sa plume et attendait. Le marché conclu, il présentait la planche sur sa bosse, on mettait les titres sur la planche et on signait aussi commodément que dans l'échoppe d'un écrivain public. Ceci fait, Esope II reprenait son écriture d'une main, sa planche de l'autre ; la planche servait de sébile et recevait l'offrande, qui finalement s'en allait dans le sac de grosse toile.

Il n'y avait point de tarif. Esope II, à l'exemple de son modèle, recevait tout, excepté la monnaie de cuivre. Mais comme n'aurait-on le cuivre, rue Quincampoix ? Le cuivre, en ce temps bienheureux, ne servait plus qu'à faire du vert-de-gris pour empoisonner les oncles riches.

Esope II était là depuis dix heures du matin. Vers une heure après midi, il appela un des nombreux marchands de viande froide qui allaient et venaient dans cette foire au papier ; il acheta un bon pain à la croûte dorée, une poularde qui faisait plaisir à voir, et une bouteille de chambertin. Que voulez-vous ! il voyait que le métier marchait.

Son devancier n'aurait pas fait cela. Esope II s'assit sur son petit banc, étala ses vivres sur son coffre et dina magistralement à la face des spéculateurs qui attendaient son bon plaisir. Les pupilles vivants ont ce désavantage, c'est

